ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 15 janvier 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire un véhicule automoteur, aux formalités de leur exécution et aux examens en vue de la réintégration dans ce droit", a donné le 12 février 1965 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 15e januari 1965 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht om een voertuig met eigen beweegkracht te besturen, de formaliteiten tot uitvoering ervan en de examens tot herkrijging van dit recht", heeft de 12e februari 1965 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

L'organisation des examens, telle que le projet la prévoit, soulève une difficulté.

En vertu de l'article 10, l'examen est subi à l'intervention d'un des centres d'examen établis et gérés par les organismes visiteurs agréés pour le contrôle technique des véhicules automobiles conformément à l'arrêté ministériel du 10 août 1947.

La partie théorique et pratique de l'examen a lieu dans les centres d'examens, tandis que l'Office national de l'emploi est chargé de faire subir la partie médicale et psychotechnique (article 11).

1. Les organismes visiteurs visés par l'article 10 sont des organismes privés auxquels est confié le contrôle technique des véhicules automobiles. Ils doivent être agréés à cette fin par le Ministre des Communications.

Aucune disposition légale n'autorise le Roi à imposer d'autorité à un organisme privé agréé pour l'exécution d'un service public - le contrôle technique des véhicules - la charge d'un autre service public. L'article 10 du projet manque de fondement légal.

Rien n'empêche, toutefois, que la mission de faire passer les examens soit confiée à des organismes privés agréés à cette fin, même si ces organismes seront, en fait, les organismes visiteurs agréés pour le contrôle technique qui auront accepté de se charger de cette nouvelle mission.

.../...

2. L'Office national de l'emploi est un établissement public doté de la personnalité civile, créé par l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par les lois des 14 juillet 1951 et 14 février 1961.

La même disposition définit la mission de l'Office qui est, essentiellement, d'intervenir, selon les modalités que la loi précise, en matière de chômage et de réadaptation professionnelle des travailleurs.

Aucune disposition légale n'autorisant le Roi à élargir la mission de l'Office, l'article 11, alinéa 2, de l'arrêté royal en projet qui charge l'Office de faire subir la partie médicale et psychotechnique de l'examen, manque de base légale.

II. EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

Il conviendrait de rédiger l'alinéa 1er de la manière suivante :

"Vu la loi du 1er août 1899 portant revision de la législation et des règlements sur la police du roulage, notamment l'article 2-9, y inséré par la loi du 15 avril 1958, et les articles 2-14 et 2-15, y insérés par la loi du ... ".

.../...

Dispositif.

Article 1er.

A cet article, les mots "le juge spécifie les catégories des véhicules qu'il vise en se référant à ... " doivent être remplacés par les mots : "la décision indique les catégories sur lesquelles porte la déchéance par référence à ... ".

Article 2.

L'article 2-15, § 2, de la loi impose expressément les mentions énumérées dans l'alinéa 1er de l'article 2. Il semble d'autant plus inutile de les rappeler que l'indication de ces mentions est reproduite dans l'annexe 1.

A l'alinéa 2, il y a lieu d'ajouter à la liste des documents sur lesquels la mention doit être portée, après les mots "carte d'identité", les mots : "ou le titre qui en tient lieu".

Il est proposé de rédiger l'article 2 comme suit :

"Article 2.-

Le greffier de la juridiction qui a prononcé la déchéance porte la mention prescrite par l'article 2-15, § 2, de la loi du 1er août 1899, suivant le cas : sur le permis de conduire, la licence d'apprentissage, la carte d'identité ou le titre qui en tient lieu, dans la forme prévue à l'annexe 1".

.../....

Article 3.

Alinéa ler. Tel qu'il est rédigé, l'alinéa ler ne permet pas de décider avec certitude si le ministère public doit communiquer les renseignements relatifs aux déchéances pour incapacité physique, ni de déterminer dans quel délai il doit éventuellement le faire.

En effet, l'article 2-7, § 4, de la loi ne prévoit l'intervention du ministère public que si la déchéance est prononcée à titre de peine. En cas de déchéance pour incapacité, il n'y a pas d'avertissement du ministère public (article 2-8, § 2).

D'autre part, les renseignements visés à l'article 2 - que le ministère public doit communiquer - concernent aussi bien les déchéances prononcées à titre de peine que les déchéances prononcées pour incapacité physique.

Si l'intention du Gouvernement est d'obliger le ministère public à communiquer les renseignements relatifs aux déchéances pour incapacité physique, le point de départ du délai de cinq jours devrait être fixé d'autre manière, puisque, en l'occurrence, il n'y a pas d'avertissement du ministère public.

Si l'intention du Gouvernement est de ne pas obliger le ministère public à communiquer ces renseignements, il y aurait lieu de préciser clairement que l'alinéa ler ne concerne que les renseignements relatifs aux déchéances prononcées à titre de peine.

.../...

Quant à la forme, à l'alinéa ler, il y aurait lieu de remplacer les mots "de la même loi" par les mots "de la loi du ler août 1899", et les mots "bourgmestre du domicile du condamné" par les mots "bourgmestre de la commune où le condamné a son domicile ou, s'il n'a pas de domicile en Belgique, au bourgmestre de la commune où il a sa résidence"; les mots "visés à l'article précédent" doivent être remplacés par les mots "visé à l'article 2-15, § 2, de la loi".

A l'alinéa 2, le mot "reprenant" devrait être remplacé par le mot "relatant". Cet alinéa mentionne les transactions parmi les mentions qui doivent figurer dans l'extrait du casier judiciaire. Une telle indication n'est concevable que si elle est autorisée par la loi. Il ne s'agit pas, à proprement parler, en l'espèce de transaction, mais de l'extinction de l'action publique par le paiement d'une somme d'argent.

La seconde phrase de l'alinéa gagnerait à être rédigée comme suit :

"Si l'intéressé est titulaire d'un permis de conduire belge, le bourgmestre précise les catégories de véhicules pour lesquelles ce permis a été délivré".

A l'alinéa 3, le dernier mot doit se lire "arrêt", et non "arrêté".

.../...

Article 4.

Il semble inutile de rappeler les indications reprises sub a et b , qui sont expressément prévues par l'article 2-15, § 5, de la loi et qui sont, en outre, reprises dans l'annexe 2.

Il est proposé de rédiger l'article 4 comme suit :

"Article 4.-

Le greffier de la juridiction qui a prononcé la déchéance porte la mention prescrite par l'article 2-15, § 5, de la loi du 1er août 1899 , suivant le cas : sur le permis de conduire, la carte d'identité ou le titre qui en tient lieu, dans la forme prévue à l'annexe 2.

Il communique le texte de ladite mention, l'identité complète de l'intéressé, et, s'il échet, le numéro du permis de conduire belge, au bourgmestre de la commune où l'intéressé a son domicile, ou s'il n'a pas de domicile en Belgique, au bourgmestre de la commune où il a sa résidence".

Article 5.

L'article 2-14 de la loi exclut de l'application de cet article les titulaires d'un permis de conduire étranger. Ceux-ci, s'ils sont déchus du droit de conduire un véhicule automoteur en Belgique, ne sont donc pas soumis à l'expiration de la durée de la déchéance, aux examens que cet article prévoit.

.../...

Ils sont, toutefois, soumis aux formalités prévues par l'article 2-15 : dépôt au greffe du permis de conduire, mention, sur ce permis, de la décision de déchéance, etc...

En vertu du § 6 de cet article, le permis doit être restitué lorsque son titulaire quitte le territoire national.

Afin de permettre au titulaire d'un permis étranger de quitter le pays avec son véhicule malgré la déchéance encourue, l'article 5 du projet prévoit :

1. que l'officier du ministère public autorisera l'intéressé à se rendre à la frontière;
2. que l'autorisation sera conforme au modèle d'autorisation figurant à l'annexe 3;
3. que le greffier remettra cette autorisation à l'intéressé en même temps que le permis de conduire.

Il semblerait, dès lors, plus logique de rédiger l'article 5 comme suit :

"Article 5.-

Lorsque le titulaire d'un permis étranger, déchu du droit de conduire sur le territoire national, quitte la Belgique, l'officier du ministère public l'autorise à conduire son véhicule pour se rendre à la frontière à une date et par une voie déterminées.

L'autorisation est conforme au modèle figurant à l'annexe 3.

Le greffier remet l'autorisation à l'intéressé en même temps que le permis de conduire".

.../...

Article 6.

Il est proposé de rédiger le § ler comme suit :

"§ ler. En vue de l'application de l'article 2-14 de la loi du ler août 1899, il est organisé un examen pour chacune des catégories de véhicules définies sous les lettres A, B, C, D, F, à l'article 2 de l'arrêté royal du ... ".

Article 8.

L'article 8 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Article 8.-

La partie théorique et pratique porte respectivement sur les dispositions légales et réglementaires relatives à la police de la circulation routière et sur l'aptitude du candidat à la conduite des véhicules automoteurs de la catégorie dont il est question.

Elle comporte les matières indiquées dans l'annexe 4, sous la lettre A ".

Article 9.

A l'alinéa ler, il convient d'écrire "qui seraient de nature ... ".

L'alinéa 2 serait plus correctement rédigé comme suit :

"Elle comporte les examens et tests indiqués dans l'annexe 4, sous la lettre B ".

.../...

Article 10.

Outre l'observation générale relative à l'article 10, il y a lieu de remarquer que, dans l'arrêté ministériel du 10 août 1947, il n'est pas question de centres d'examens, mais de stations de contrôle.

L'intitulé du même arrêté doit être rédigé comme suit : "Arrêté ministériel du 10 août 1947 relatif à l'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles".

Compte tenu de ces observations, l'article 10 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 10.-

L'examen est subi à l'intervention d'organismes agréés à cette fin par le Ministre des Communications, dans des centres d'examens établis par ces organismes.

Le Ministre des Communications ... (comme au projet) ... ".

Article 11.

Voir l'observation générale.

Article 12.

Il y a lieu de rédiger comme suit le début de l'article : "La fréquence des examens est déterminée ...".

.../...

Article 13.

Le projet omet d'indiquer dans quel délai la convocation doit être envoyée. L'indication d'un délai s'impose, en l'occurrence, afin de permettre éventuellement aux intéressés de respecter les délais qui leur sont impartis, soit pour demander à passer l'examen devant un autre centre d'examen (article 13, alinéa 2), soit pour demander que l'épreuve soit reportée à une autre date (article 14, alinéa 3).

Il y a lieu de rédiger comme suit la fin de l'alinéa 1er : " ... centre d'examen de leur domicile ou, le cas échéant, de leur résidence".

A l'alinéa 2, le mot "Celles" doit être remplacé par les mots "Les personnes".

Alinéa 4. Puisque c'est le centre d'examen qui convoque l'intéressé, il serait plus logique - et plus pratique - que la demande prévue dans l'alinéa 4 soit adressée directement à ce centre.

Il serait préférable de rédiger la dernière phrase de l'alinéa comme suit : "Il en est de même des personnes qui, ayant échoué à l'examen, désirent se présenter de nouveau et de celles qui, ayant subi l'examen valable pour telle catégorie de véhicules, désirent subir l'examen valable pour une autre catégorie".

.../...

Article 14.

L'annexe 5 n'indique ni la somme de la redevance, ni la somme du supplément de redevance.

Il est proposé de rédiger l'article 14 comme suit :

"Article 14.-

§ 1er. Au centre d'examen où il est convoqué, le candidat s'inscrit à l'examen de son choix selon les distinctions établies à l'article 6 et paie la redevance prévue dans l'annexe 5 pour la partie théorique et pratique.

Il paie, en outre, le supplément de redevance prévu à la même annexe :

1° lorsqu'il ne s'est pas présenté à l'épreuve pratique à laquelle il avait été convoqué conformément à l'article 13 et qu'il n'en a pas averti le centre d'examen au moins deux jours ouvrables, non compris le samedi, avant l'épreuve;

2° lorsqu'il n'a pas été admis à subir l'épreuve pratique à laquelle il avait été convoqué ou que cette épreuve a été interrompue par application de l'article 15.

Les redevances ne sont remboursées en aucun cas.

§ 2. Si le candidat est soumis à la partie médicale et psychotechnique de l'examen, le centre d'examen lui remet les documents destinés à cette épreuve".

Article 15.

Le § 1er prévoit que le candidat doit présenter le véhicule au moyen duquel il devra subir l'épreuve.

.../...

Le candidat étant déchu du droit de conduire, il lui est interdit de conduire lui-même son véhicule jusqu'au lieu de l'épreuve pratique.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, la convocation adressée par le centre d'examen tiendra lieu du permis de conduire provisoire, autorisant le candidat à conduire son véhicule de l'endroit où celui-ci est garé, jusqu'au lieu de l'examen.

Cette procédure ne se concilie pas avec le principe de la loi en vertu duquel la déchéance a logiquement des effets absolus.

Article 16.

En raison de leur nature , les dispositions contenues dans l'article 16,§§ 1er, 2, 3 , 4 et 6,ne trouvent pas leur place dans un texte réglementaire; elles devraient sous réserve de quelques modifications de forme faire l'objet d'un arrêté ou d'une instruction ministérielle.

Le § 5 devrait être rédigé comme suit :

§ 5.Tout candidat qui, lors des épreuves théoriques, fraude ou tente de frauder est immédiatement exclu de la salle. Le travail qu'il aurait accompli à ce moment est considéré comme nul".

Article 17.

A l'alinéa 2, le mot "absolue" doit être omis, une seule cote d'exclusion entraînant un échec (article 21,§ 2).

Les mots "minima" et "maxima" pourraient être remplacés par "minimales" et "maximales".

Articles 18 et 19.

Voir l'observation générale.

.../...

Article 20.

L'alinéa 1er serait mieux à sa place dans l'article 21 qui concerne les décisions prises par les commissaires.

L'article 20 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 20.-

Les centres d'examen transmettent au président du collège des commissaires les cotes et les appréciations des examinateurs.

Le président répartit les dossiers entre les commissaires".

Article 21.

Selon les explications du fonctionnaire délégué, les investigations complémentaires que le commissaire peut ordonner en vertu du § 1er, alinéa 2, concernent la régularité de l'examen. Cette précision devrait être apportée au texte du projet.

Compte tenu de l'observation formulée au sujet de l'article 20, il est proposé de rédiger l'article 21 de la manière suivante :

"Article 21.-

§ 1er. Le commissaire se prononce sur l'examen en tenant compte de l'ensemble des résultats des diverses épreuves.

.../...

Il prend sa décision autant que possible avant l'expiration du délai de déchéance du droit de conduire.

Il peut faire recommencer une ou plusieurs épreuves, en tout ou en partie, ou ordonner les investigations qu'il juge utiles sur la régularité de l'examen.

§ 2. Si le candidat n'a pas obtenu la cote minimale imposée, soit au total général de la partie théorique et pratique de l'examen, soit pour une épreuve de la même partie, soit pour la partie médicale et psychotechnique, le commissaire peut décider de la réussite de l'examen au vu de l'ensemble des éléments du dossier, à condition qu'aucune cote d'exclusion n'ait été attribuée au candidat".

Article 22.

A l'alinéa 2, les mots "de l'échec" pourraient être omis.

Article 24.

L'alinéa 1er de cet article gagnerait à être rédigé comme suit :

"S'il y a décision d'échec, le candidat peut soumettre son cas au collège des commissaires prévu à l'article 32".

.../...

Article 27.

Comme à l'article 21, les investigations que la section peut ordonner concernent la régularité de l'examen.

Il est proposé de rédiger l'article 27 comme suit :

"Article 27.-

Le collège des commissaires peut faire recommencer une ou plusieurs épreuves, en tout ou en partie, ou ordonner les investigations qu'il juge utiles sur la régularité de l'examen.

Il se prononce définitivement sur l'examen.

S'il décide que le candidat a réussi, la redevance payée par celui-ci, en vertu de l'article 25, est remboursée".

Article 29.

Cet article méconnaît la règle énoncée à l'article 175 de la loi sur l'organisation judiciaire, lequel prévoit notamment que les fonctions de l'ordre judiciaire sont incompatibles avec des fonctions rétribuées de l'ordre administratif.

La loi appelée à servir de fondement à l'arrêté royal en projet ne permet d'ailleurs pas de conférer de telles fonctions à des juges de police ou à des juges de paix; ceux-ci ont des attributions qui, en principe, ne peuvent être étendues que par la loi.

.../...

Articles 30 et 31.

Au début de chacun de ces articles, le pronom "ils" devrait être remplacé par les mots "les commissaires

Article 32.

A l'alinéa 1er, il est proposé de rédiger la troisième phrase de la manière suivante :

"Le vice-président doit justifier par son diplôme qu'il a subi l'examen de docteur en droit dans la langue nationale autre que celle du président".

L'alinéa 3 gagnerait à être rédigé comme suit :

"Le collège des commissaires a pour mission d'examiner les requêtes introduites conformément à l'article 24 et de donner au Ministre des Communications, soit à la demande de celui-ci, soit d'office, son avis sur toutes les questions relatives aux examens organisés par le présent arrêté".

Article 33, alinéa 2.

L'arrêté royal du 30 mars 1950 fixant les indemnités pour frais de séjour des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 9 janvier 1951 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, ont été remplacés respectivement par l'arrêté royal du 24 décembre 1964 (Moniteur belge du 6 janvier 1965) et par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 (Moniteur belge du 2 février 1965).

.../...

Ces arrêtés ne fixent plus les indemnités qu'ils prévoient par référence à des groupes barémiques, mais par référence au rang dans lequel est classé le grade.

La deuxième phrase de l'alinéa 2 devrait, dès lors, être rédigée comme suit : "Pour l'application de ces dispositions, ils sont assimilés aux titulaires d'un grade du rang ... ".

Articles 34 et 35.

Le projet ne fixe pas d'une manière très claire la situation des examinateurs chargés de faire subir la partie théorique et pratique des examens.

D'après les explications du fonctionnaire délégué, ces examinateurs se trouveront dans une situation semblable à celle du personnel des organismes visiteurs chargés du contrôle technique. Ils seront recrutés et rémunérés par les organismes privés prévus à l'article 10 du projet. Mais, à la différence du personnel des organismes visiteurs, les examinateurs recrutés par les organismes compétents devront être agréés par le Ministre.

D'autre part, les conditions énumérées dans l'article 34 constituent, au fond, les conditions auxquelles les intéressés devront satisfaire pour être agréés. Il semblerait, dès lors, préférable que l'énumération de ces conditions soit insérée dans l'article 35, après l'alinéa 2.

.../...

A l'alinéa 3 de l'article 35, la phrase "sans qu'elle doive justifier du motif du retrait" n'a d'autre portée que celle d'indiquer que le retrait ne doit pas être motivé en la forme.

En conséquence des observations qui précèdent, il est proposé de réunir les articles 34 et 35 en un seul article qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 34.-

§ 1er. Les examinateurs chargés de la partie théorique et pratique de l'examen sont recrutés et rémunérés par les organismes dont il est question à l'article 10. Ils doivent être agréés par le Ministre des Communications ou son délégué.

§ 2. Pour être agréés, les intéressés doivent satisfaire aux conditions suivantes :

1. être de nationalité belge;
2. être de moralité irréprochable;
3. ne pas avoir été déchus du droit de conduire;
4. avoir réussi un examen organisé par le Ministre des Communications, portant sur la connaissance approfondie des matières de l'épreuve théorique;
5. justifier de leur capacité de conduire les véhicules automoteurs rentrant dans les catégories de véhicules pour lesquelles ils seront désignés en qualité d'examinateurs chargés de faire subir la partie pratique de l'épreuve.

L'agrément est accordé à titre précaire. Il peut être retiré à tout moment et sans indemnité, sans que la décision de retrait soit motivée en la forme".

.../...

Article 36.

Voir l'observation générale.

Article 39.

L'article 6 nouveau que l'article 39 du projet introduit dans l'arrêté royal du 8 avril 1954 reproduit textuellement l'article 2-15, § 1er, de la loi.

Le Conseil d'Etat a déjà signalé à plusieurs reprises les inconvénients et les dangers qui résultaient de l'insertion, dans un arrêté royal, de dispositions légales (voir, notamment, l'avis donné sur un projet d'arrêté royal relatif à l'exécution de la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers - L. 8812).

Plutôt que de remplacer l'article 6 de l'arrêté royal du 8 avril 1954, il y a lieu de l'abroger.

\+

\+ \+

ANNEXES.

OBSERVATION GENERALE.

Sur chacune des annexes devrait être apposée la mention "Vu pour être annexé à l'arrêté royal du ...", suivie de la signature royale et du contreseing des Ministres qui ont contresigné l'arrêté".

.../...

A l'annexe 4, les divisions et subdivisions se chevauchent.

En effet, alors que l'annexe est divisée en deux parties, A et B, les subdivisions en chiffres romains sont indiquées d'une manière continue, de I à IV, tout au long de l'annexe, sans tenir compte de la division de l'annexe en deux parties.

Dans la même annexe, sous II, lettre c, le mot "absolue" devrait être omis.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

De inrichting van de examens, zoals die in het ontwerp is geregeld, levert een moeilijkheid op.

Krachtens artikel 10 wordt "het examen afgenomen door een van de examencentra opgericht en beheerd door de schouwende organismen" die erkend zijn voor de technische controle van motorvoertuigen overeenkomstig het ministerieel besluit van 10 augustus 1947.

Het theoretische en praktische gedeelte van het examen wordt in de examencentra afgenomen, terwijl de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening instaat voor het medische en psychotechnische gedeelte (artikel 11).

1. De in artikel 10 bedoelde "schouwende organismen" zijn particuliere instellingen waaraan de technische controle van de motorvoertuigen is opgedragen. Zij moeten daartoe door de Minister van Verkeerswezen erkend zijn.

Geen wetsbepaling machtigt de Koning ertoe, een particuliere instelling die erkend is voor het uitoefenen van een openbare dienst - de technische controle van de voertuigen - te belasten met de uitoefening van een andere openbare dienst. Artikel 10 van het ontwerp mist rechtsgrond.

.../...

Niets verhindert echter dat het afnemen van de examens wordt opgedragen aan particuliere instellingen die daartoe erkend zijn, ook al zijn dat in feite de voor de technische controle erkende "schouwende organismen" die aanvaard hebben die nieuwe taak op zich te nemen.

2. De Rijksdienst voor arbeidsvoorziening is een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid, opgericht bij artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951 en 14 februari 1961.

Dezelfde bepaling omschrijft de taak van de Rijksdienst, die in hoofdzaak erin bestaat, volgens de in de wet bepaalde nadere regelen op te treden inzake werkloosheid en herscholing van de werknemers.

Geen wetsbepaling machtigt de Koning ertoe, de taak van de Rijksdienst te verruimen. Artikel 11, tweede lid, van het ontwerp-koninklijk besluit, krachtens hetwelk de Rijksdienst instaat voor het medische en psychotechnische gedeelte van het examen, heeft dus geen rechtsgrond.

II. ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

Het eerste lid zou als volgt moeten worden gelezen :

"Gelet op de wet van 1 augustus 1899 houdende herziening van de wetgeving en van de reglementen op de politie van het vervoer, inzonderheid op artikel 2-9,

.../...

aldaar ingevoegd door de wet van 15 april 1958, en de artikelen 2-14 en 2-15, aldaar ingevoegd door de wet van ...;"

Artikelen.

Artikel 1.

In dit artikel moeten de woorden "worden de categorieën van de voertuigen, die bedoeld zijn, nader bepaald door de rechter met verwijzing naar" worden vervangen door : "bepaalt de beslissing op welke categorieën het verval slaat, onder verwijzing naar ...".

Artikel 2.

Artikel 2-15, § 2, van de wet schrijft de in het eerste lid van artikel 2 genoemde vermeldingen uitdrukkelijk voor. Herhaling lijkt hier des te meer overbodig, daar die vermeldingen ook in bijlage 1 zijn opgenomen.

In het tweede lid moet de lijst van de documenten waarop de vermelding moet worden aangebracht, na het woord "identiteitskaart" worden aangevuld met de woorden "of het als zodanig geldende stuk".

Voorgesteld wordt, artikel 2 als volgt te lezen

"Artikel 2.-

De griffier van het gerecht dat het verval heeft uitgesproken, brengt naar gelang van het geval op het rijbewijs, op de leervergunning, op de identiteitskaart of op het als zodanig geldende stuk, de in artikel 2-15, § 2, van de wet van 1 augustus 1899 voorgeschreven vermelding aan, in de vorm bepaald in bijlage 1".

.../...

Artikel 3.

Eerste lid. Uit de tekst kan niet met zekerheid worden opgemaakt of het openbaar ministerie de inlichtingen betreffende het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid moet mededelen, en evenmin binnen welke termijn die mededeling dan moet worden gedaan.

Volgens artikel 2-7, § 4, van de wet treedt het openbaar ministerie immers alleen op wanneer het verval als straf is uitgesproken. Bij verval wegens ongeschiktheid is er geen kennisgeving door het openbaar ministerie (artikel 2-8, § 2).

Anderzijds hebben de in artikel 2 bedoelde inlichtingen - welke het openbaar ministerie moet mededelen - zowel betrekking op het als straf uitgesproken verval als op het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid.

Ligt het in de bedoeling de Regering het openbaar ministerie te verplichten tot het mededelen van de inlichtingen betreffende het verval wegens lichamelijke ongeschiktheid, dan zou het uitgangspunt van de termijn van vijf dagen op een andere wijze moeten worden bepaald, omdat er in dat geval geen mededeling vanwege het openbaar ministerie is.

Wil de Regering het openbaar ministerie niet tot mededeling verplichten, dan zou duidelijk moeten worden gesteld dat het eerste lid alleen betrekking heeft op het als straf uitgesproken verval.

.../...

Wat de vorm betreft vervange men in het eerste lid "van dezelfde wet" door "van de wet van 1 augustus 1899"; "aan de burgemeester van de woonplaats van de veroordeelde" door "aan de burgemeester van de gemeente waar de veroordeelde zijn woonplaats heeft of, als hij in België geen woonplaats heeft, van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft"; "bedoeld in het vorige artikel" door "bedoeld in artikel 2-15, § 2, van de wet".

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men "reprenant" dcor "relatant" . Die alinea noemt de minnelijke schikkingen onder de vermeldingen die in het uittreksel uit het strafregister moeten voorkomen. Dat mag alleen geschieden als de wet het toestaat. In feite gaat het hier niet om een minnelijke schikking, maar om het verval van de strafvordering door betaling van een geldsom.

De tweede volzin van hetzelfde lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Als de betrokkene houder is van een Belgisch rijbewijs, vermeldt de burgemeester de categorieën van voertuigen waarvoor dat bewijs is afgegeven".

In het derde lid vervange men "de strafbundel" door "het strafdossier".

Artikel 4.

De vermeldingen onder a en b zijn al uitdrukkelijk voorgeschreven in artikel 2-15, § 5, van de wet en ook opgenomen in bijlage 2; het lijkt dus overbodig ze hier te herhalen.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 4 als volgt te lezen :

"Artikel 4.-

De griffier van het gerecht dat het verval heeft uitgesproken, brengt naar gelang van het geval op het rijbewijs, op de identiteitskaart of op het als zodanig geldende stuk, de in artikel 2-15, § 5, van de wet van 1 augustus 1899 voorgeschreven vermelding aan, in de vorm bepaald in bijlage 2.

Hij deelt de tekst van die vermelding, de volledige identiteit van de betrokkene en, indien daartoe grond bestaat, het nummer van het Belgisch rijbewijs mede aan de burgemeester van de gemeente waar de betrokkene zijn woonplaats heeft of, als hij in België geen woonplaats heeft, van de gemeente waar hij zijn verblijfplaats heeft".

Artikel 5.

Luidens artikel 2-14 van de wet komen de houders van een vreemd rijbewijs niet voor de toepassing van dat artikel in aanmerking. Als deze vervallen zijn van het recht om in België een motorvoertuig te besturen, moeten zij derhalve, bij het verstrijken van het verval, de in dat artikel voorgeschreven examens niet afleggen.

Zij zijn echter wel onderworpen aan de formaliteiten welke artikel 2-15 voorschrijft : afgifte van het rijbewijs op de griffie, vermelding op het rijbewijs van de beslissing tot vervallenverklaring, enz. ...

.../...

Krachtens § 6 van dat artikel moet het bewijs aan de houder ervan worden teruggegeven als deze 's Rijks grondgebied verlaat.

Opdat de houder van een vreemd rijbewijs het land met zijn voertuig kan verlaten ondanks het opgelopen verval, bepaalt artikel 5 van het ontwerp :

1. dat de ambtenaar van het openbaar ministerie de betrokkene toestaat zich naar de grens te begeven ;
2. dat de machtiging wordt verleend in de vorm van de modelmachtiging van bijlage 3 ;
3. dat de griffier die machtiging aan de betrokkene afgeeft samen met het rijbewijs.

Het lijkt dan ook logischer, artikel 5 als volgt te lezen :

"Artikel 5.-

Als de houder van een vreemd rijbewijs die vervallen is van het recht tot sturen op 's Rijks grondgebied, België verlaat, machtigt de ambtenaar van het openbaar ministerie hem tot het besturen van zijn voertuig om zich op een vastgestelde dag en langs een bepaalde weg naar de grens te begeven.

De machtiging wordt opgemaakt naar het model van bijlage 3.

De griffier geeft de machtiging samen met het rijbewijs aan de betrokkene af".

.../...

Artikel 6.

Voorgesteld wordt, § 1 als volgt te lezen :

"§ 1. Met het oog op toepassing van artikel 2-14 van de wet van 1 augustus 1899 wordt een examen georganiseerd voor elke categorie van voertuigen bepaald onder A, B, C, D, F, in artikel 2 van het koninklijk besluit van ....".

Artikel 8.

Een juistere lezing voor dit artikel ware :

"Artikel 8.-

Het theoretische en praktische gedeelte betreft onderscheidenlijk de wets- en verordeningsbepalingen inzake politie van het wegverkeer en de bekwaamheid van de kandidaat in het besturen van motorvoertuigen van de betrokken categorie.

Het loopt over de examenstof vermeld in bijlage 4 onder A ".

Artikel 9.

In het eerste lid vervange men "kunnen" door "mochten kunnen".

.../...

Een juistere lezing voor het tweede lid ware :

"Het omvat de onderzoekingen en tests opgegeven in bijlage 4 onder B " .

Artikel 10.

Afgezien van hetgeen in de algemene opmerkingen is gezegd over artikel 10, moet er nog worden op gewezen dat in het ministerieel besluit van 10 augustus 1947 geen sprake is van examencentra, maar van controlestations.

Dat besluit moet als volgt worden aangehaald : "Ministerieel besluit van 10 maart 1947 betreffende de inrichting van de technische controle der automobielen".

Met inachtneming van deze opmerkingen leze men artikel 10 als volgt :

"Artikel 10.-

Het examen wordt door toedoen van daartoe door de Minister van Verkeerswezen erkende instellingen afgenomen in examencentra, door die instellingen opgericht.

De Minister van Verkeerswezen bepaalt het aantal examencentra, de plaats van hun vestiging, de grenzen van hun territoriale bevoegdheid en de regelen betreffende hun organisatie".

Artikel 11.

Zie algemene opmerking.

.../...

Artikel 12.

Men stelle het eerste lid als volgt :

"De frequentie van de examens hangt af van het aantal kandidaten en van de data waarop de vervallenverklaringen van het recht tot sturen verstrijken".

Artikel 13.

Het ontwerp zegt niet binnen welke termijn de oproeping moet worden verzonden. Dat is hier nochtans nodig, opdat de betrokkenen eventueel de hun toegestane termijnen in acht kunnen nemen,hetzij om te vragen het examen voor een ander centrum te mogen afleggen (artikel 13, tweede lid),hetzij om te vragen dat het examen wordt verdaagd (artikel 14, derde lid).

Het eerste lid leze men als volgt :

"Zij die ... het examencentrum van hun woonplaats of eventueel van hun verblijfplaats".

In de Franse tekst van het tweede lid vervange men "Celles" door "Les personnes".

Vierde lid. Aangezien de oproeping uitgaat van het examencentrum, ware het logischer - en praktischer - dat het in het vierde lid bedoelde verzoek rechtstreeks aan dat centrum wordt gericht.

De laatste volzin van dat lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Hetzelfde geldt voor hen die niet voorhet examen geslaagd zijn en zich opnieuw wensen aan te melden, en voor hen die het voor een bepaalde categorie van voertuigen geldende examen hebben afgelegd en het voor een andere categorie geldende examen wensen af te leggen".

Artikel 14.

Bijlage 5 vermeldt noch het bedrag van de retributie,noch dat van de retributiebijslag.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 14 als volgt te lezen :

"Artikel 14.-

§ 1. In het examencentrum waar hij zich moet aanmelden, laat de kandidaat zich inschrijven voor het examen van zijn keuze volgens het onderscheid dat in artikel 6 is gemaakt, en betaalt hij de retributie, in bijlage 5 bepaald voor het theoretische en praktische gedeelte.

Hij betaalt bovendien de in dezelfde bijlage bepaalde retributiebijslag :

1° als hij zich niet heeft aangemeld voor het praktische examen waarvoor hij werd opgeroepen overeenkomstig artikel 13 en het examencentrum niet heeft verwittigd ten minste twee werkdagen, de zaterdag niet meegerekend, vóór het examen;

2° als hij niet toegelaten is tot het praktische examen waarvoor hij was opgeroepen of als dat examen onderbroken is op grond van artikel 15.

Retributies worden in geen geval terugbetaald.

§ 2. Als de kandidaat het medische en psychotechnische gedeelte van het examen moet afleggen, bezorgt het examencentrum hem de daartoe bestemde documenten".

Artikel 15.

Paragraaf 1 bepaalt, dat de kandidaat het voertuig waarmede hij het examen wenst af te leggen, moet voorrijden.

.../...

De kandidaat die vervallen is van het recht tot sturen, mag zijn voertuig niet zelf naar de plaats van het praktische examen rijden.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, geldt de door het examencentrum aan de kandidaat gezonden oproeping als voorlopig rijbewijs, dat de kandidaat ertoe machtigt zijn voertuig van de plaats waar het gestald is naar de plaats van het examen te rijden.

Die handelwijze is niet overeen te brengen met het beginsel van de wet, krachtens hetwelk het verval logischerwijs absolute uitwerking heeft.

Artikel 16.

De bepalingen van artikel 16, §§ 1, 2, 3, 4 en 6 zijn van zodanige aard, dat ze niet op hun plaats zijn in een verordenende tekst; zij zouden, met enige vormwijzigingen, moeten staan in een besluit of in een ministeriële onderrichting.

Paragraaf 5 dient als volgt te worden gelezen :

"§ 5. Elke kandidaat die bij de theoretische examens bedrog pleegt of tracht te plegen, wordt terstond uit de zaal verwijderd. Het werk dat hij op dat ogenblik mocht hebben gemaakt, wordt als nietig beschouwd".

Artikel 17.

In het tweede lid moet het woord "absolute" vervallen; één uitsluitingscijfer brengt mee dat de betrokkene niet geslaagd is (artikel 21, § 2).

.../...

In de Franse tekst kunnen de woorden "minima" en "maxima" worden vervangen door "minimales" en "maximales".

Artikelen 18 en 19.

Zie de algemene opmerking.

Artikel 20.

Het eerste lid zou beter op zijn plaats zijn in artikel 21, dat betrekking heeft op de beslissingen van de commissarissen.

Artikel 20 kan als volgt worden gelezen :

"Artikel 20.-

De examencentra bezorgen de punten en beoordelingen van de examinatoren aan de voorzitter van het college van commissarissen.

De voorzitter verdeelt de dossiers over de commissarissen".

Artikel 21.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, hebben de "aanvullende nasporingen" welke de commissaris krachtens § 1, tweede lid, kan bevelen, betrekking op de regelmatigheid van het examen. Die verduidelijking zou in de tekst van het ontwerp moeten worden aangebracht.

.../...

Met inachtneming van hetgeen bij artikel 20 is opgemerkt, wordt voorgesteld artikel 21 als volgt te lezen :

"Artikel 21.-

§ 1. De commissaris doet over het examen uitspraak met inachtneming van de uitslagen van de verschillende examengedeelten.

Hij neemt zijn beslissing zoveel mogelijk vóór de termijn van het verval van het recht tot sturen verstrijkt.

Hij kan een of meer examengedeelten geheel of gedeeltelijk laten overdoen, of enig onderzoek betreffende de regelmatigheid van het examen gelasten, dat hij dienstig acht.

§ 2. Heeft de kandidaat het voorgeschreven minimumcijfer niet behaald hetzij voor het algemeen totaal van het theoretische en praktische examengedeelte, hetzij voor een onderdeel van hetzelfde gedeelte, hetzij voor het medische en psychotechnische examen, dan kan de commissaris over de uitslag van het examen oordelen aan de hand van de gezamenlijke gegevens van het dossier, op voorwaarde dat de kandidaat geen uitsluitingscijfer heeft gekregen".

.../...

Artikel 22.

In het tweede lid kan het woord "desbetreffende" vervallen.

Artikel 24.

Het eerste lid van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Is beslist dat de kandidaat niet geslaagd is, dan kan deze zijn geval voorleggen aan het college van commissarissen bedoeld in artikel 32".

Artikel 27.

Zoals in artikel 21 hebben de "nasporingen" welke de afdeling kan bevelen, betrekking op de regelmatigheid van het examen.

.../...

Voorgesteld wordt, artikel 27 als volgt te lezen :

"Artikel 27.-

Het college van commissarissen kan een of meer examengedeelten geheel of gedeeltelijk laten overdoen, of enig onderzoek betreffende de regelmatigheid van het examen gelasten, dat het dienstig acht.

Het neemt een definitieve beslissing over het examen.

Beslist het college dat de kandidaat geslaagd is, dan wordt de door deze krachtens artikel 25 betaalde retributie terugbetaald".

Artikel 29.

Dit artikel miskent de regel van artikel 175 van de wet op de gerechtelijke organisatie, die onder meer bepaalt dat ambten van de rechterlijke orde onverenigbaar zijn met bezoldigde ambten van de administratieve orde.

Krachtens de wet die als rechtsgrond voor het ontwerp-koninklijk besluit moet dienen, kunnen overigens zodanige ambten niet worden opgedragen aan politierechters of aan vrederechters, wier ambtsbevoegdheid in beginsel alleen door de wet kan worden uitgebreid.

.../...

Artikelen 30 en 31.

Vooraan in beide artikelen vervange men het voornaamwoord "zij" door "de commissarissen".

Artikel 32.

In het eerste lid leze men de derde volzin als volgt :

"De ondervoorzitter moet aan de hand van zijn diploma bewijzen, dat hij het examen van doctor in de rechten heeft afgelegd in de andere landstaal dan die van de voorzitter".

Het derde lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Het college van commissarissen heeft tot taak de overeenkomstig artikel 24 ingediende verzoekschriften te onderzoeken en aan de Minister van Verkeerswezen, op diens verzoek of ambtshalve, advies te geven over alle kwesties in verband met de in dit besluit georganiseerde examens".

Artikel 33, tweede lid.

Het koninklijk besluit van 30 maart 1950 tot vaststelling van de vergoedingen wegens verblijfkosten toegekend aan het rijkspersoneel en het koninklijk besluit van 9 januari 1951 houdende algemene regeling inzake reiskosten ,zijn onderscheidenlijk vervangen door het koninklijk besluit van 24 december 1964 (Belgisch Staatsblad 6 januari 1965) en door het koninklijk besluit van 18 januari 1965 (Belgisch Staatsblad 2 februari 1965).

.../...

Die besluiten bepalen de vergoedingen welke zij toekennen niet meer onder verwijzing naar de weddeschaalgroepen, maar onder verwijzing naar de rang waarbij de graad is ingedeeld.

De tweede volzin van het tweede lid moet dus als volgt worden gelezen : "Voor de toepassing van deze bepalingen worden zij gelijkgesteld met de titularissen van een graad van rang ...".

Artikelen 34 en 35.

Het ontwerp regelt niet erg duidelijk de toestand van de examinatoren die het theoretische en praktisch gedeelte van de examens moeten afnemen.

Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, zullen die examinatoren zich in een soortgelijke toestand bevinden als het personeel van de "schouwende organismen" die belast zijn met de technische controle. Zij zullen worden aangeworven en bezoldigd door de particuliere instellingen bedoeld in artikel 10 van het ontwerp. Anders echter dan het personeel van de "schouwende organismen", zullen de door de bevoegde instellingen aangeworven examinatoren door de Minister moeten worden erkend.

Voorts zijn de in artikel 34 gestelde eisen in feite de eisen waaraan de betrokkenen zullen moeten voldoen om te worden erkend. Het lijkt dan ook verkieslijk, de opsomming ervan in te voegen in artikel 35, na het tweede lid.

.../...

In het derde lid van artikel 35 betekent de volzin "zonder dat deze verplicht is de redenen van de intrekking te rechtvaardigen" niets anders dan dat de intrekking niet in de vorm moet zijn gemotiveerd.

Aansluitend bij hetgeen hiervoren is opgemerkt, wordt voorgesteld de artikelen 34 en 35 samen te brengen tot één artikel, luidend als volgt :

"Artikel 34.-

§ 1. De examinatoren voor het theoretische en praktische gedeelte van het examen worden aangeworven en bezoldigd door de in artikel 10 bedoelde instellingen. Zij moeten door de Minister van Verkeerswezen of zijn gemachtigde worden erkend.

§ 2. Om te worden erkend, moeten de betrokkenen aan de volgende eisen voldoen :

1. Belg zijn;
2. van onberispelijk zedelijk gedrag zijn;
3. niet vervallen geweest zijn van het recht tot sturen;
4. geslaagd zijn voor een door de Minister van Verkeerswezen georganiseerd examen over de grondige kennis van de stof van het theoretische examengedeelte;
5. het bewijs leveren van hun geschiktheid tot het besturen van de motorvoertuigen behorend tot de categorieën van voertuigen waarvoor zij als examinator in het praktische examengedeelte zijn aangewezen.

De erkenning wordt tot wederopzeggens toe verleend. Zij kan te allen tijde en zonder vergoeding worden ingetrokken, zonder dat de beslissing tot intrekking in de vorm moet worden gemotiveerd".

.../...

Artikel 36.

Zie algemene opmerking.

Artikel 39.

Het nieuwe artikel 6, dat door artikel 39 van het ontwerp wordt ingevoegd in het koninklijk besluit van 8 april 1954, heeft geheel dezelfde tekst als artikel 2-15, § 1, van de wet.

De Raad van State heeft bij herhaling gewezen op de bezwaren en de gevaren die verbonden zijn aan het invoegen van wetsbepalingen in een koninklijk besluit (zie onder meer het advies over een ontwerp-koninklijk besluit betreffende de uitvoering van de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen - L. 8812).

In plaats van vervangen, moet artikel 6 van het koninklijk besluit van 8 april 1954 opgeheven worden.

\+

\+ \+

BIJLAGEN.

ALGEMENE OPMERKING.

Op elke bijlage zou moeten worden vermeld : "Ons bekend om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van ...", gevolgd door de handtekening van de Koning en de medeondertekening van de Ministers die ook het besluit medeondertekend hebben.

.../...

In bijlage 4 lopen de verdelingen en onderverdelingen dooreen.

De bijlage heeft namelijk twee delen, A en B, maar de onderverdelingen in Romeinse cijfers, I tot IV, lopen door over de gehele bijlage, zonder rekening te houden met de tweedeling.

In dezelfde bijlage, onder II, c, zou het woord "absoluut" moeten vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

P. ANSIAUX, assesseurs de la section de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.
Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J. SUETENS.